

# KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

RAPPORT MENSUEL | JUILLET 2019



Bureau du secteur de Kasangidi, territoire de Dibaya, Kasai Central

CONGO RESEARCH  
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE  
SUR LE CONGO

# KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



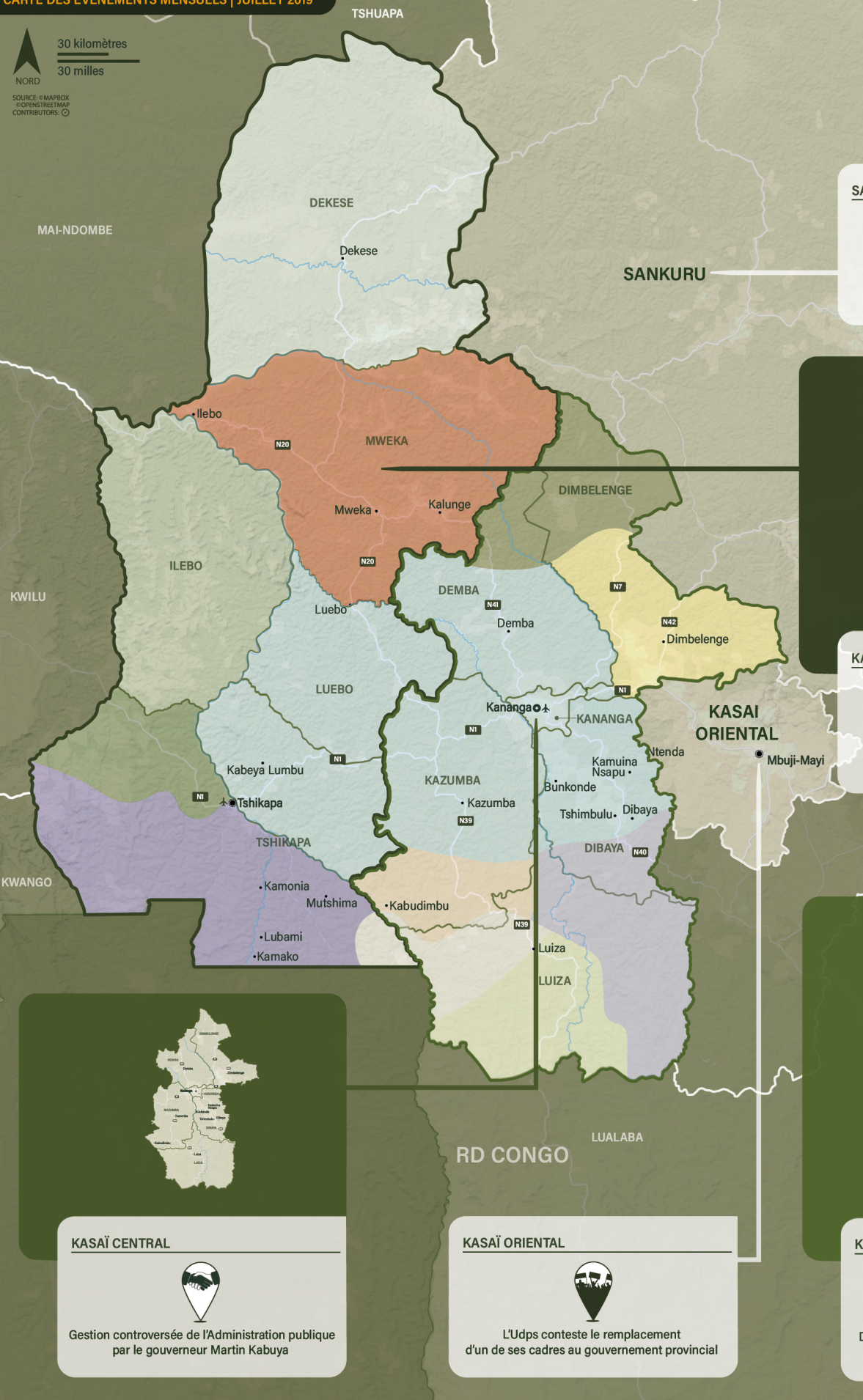
Kinshasa

ZONE

## CARTE DES ÉVÉNEMENTS MENSUELS | JUILLET 2019



SOURCE: ©MAPBOX  
©OPENSTREETMAP  
CONTRIBUTORS



**SANKURU**

Élection du nouveau gouverneur



**KASAÏ**

Échec d'Evariste Boshab à la première vice présidence du Sénat



**KASAÏ CENTRAL**

Gestion controversée de l'Administration publique par le gouverneur Martin Kabuya

**KASAÏ ORIENTAL**

L'Udps conteste le remplacement d'un de ses cadres au gouvernement provincial



**KASAÏ/KASAÏ CENTRAL**

Dispute interprovinciale autour de l'exportation des produits agricoles

### GROUPES ETHNIQUES PRÉDOMINANTS

- Lunda et Chokwe
- Lulua
- Mongo
- Bindji
- Lundu
- Pende
- Kuba
- Kete
- Salampasu
- Mbagani (inc. Bindji)
- Mélangé



**03** Chronologie






Type d'événement

### CATÉGORIES D'ÉVÉNEMENTS

- Manifestation politique
- Événement mortel
- Événement politique
- Criminalité urbaine
- Reddition de milice
- Evasion de prisonniers

## RAPPORT MENSUEL | JUILLET 2019

### Faits saillants:

-  [ **Kasaï**: échec d'Évariste Boshab à la première vice-présidence du Sénat
-  [ **Sankuru**: élection du nouveau gouverneur
-  [ **Kasaï/Kasaï Central**: dispute interprovinciale autour de l'exportation des produits agricoles
-  [ **Kasaï Central**: gestion controversée de l'Administration publique par le gouverneur Martin Kabuya
-  [ **Kasaï Oriental**: l'UDPS conteste le remplacement d'un de ses cadres au sein du gouvernement provincial

## A. Situation politico-sécuritaire dans l'espace kasaïen

### Kasaï: échec d'Évariste Boshab à la première vice-présidence du Sénat

Le mois de juillet a été marqué par l'élection du bureau du Sénat. Ce scrutin, organisé le 27 juillet, a particulièrement intéressé la province du Kasaï dont l'une des personnalités politiques les plus influentes n'a pas pu se faire élire au poste de premier vice-président. Évariste Boshab, qui a déjà occupé plusieurs fonctions dans le passé (ancien directeur de cabinet de Joseph Kabila, alors président de la République, ex ministre de l'Intérieur, ancien président de l'Assemblée nationale, ex secrétaire général du PPRD, Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie) a, en effet, échoué face à l'ancien Premier ministre Samy Badibanga Ntita, également ressortissant du Kasaï, en rupture de ban avec son ancien parti politique, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de l'actuel président Félix Tshisekedi.

Survenue une semaine après celle de Lambert Mende au governorat du Sankuru, une autre figure emblématique sous Kabila, la défaite d'Évariste Boshab a sonné comme un coup de tonnerre dans l'espace politique kasaïen. D'autant que le Front commun pour le Congo (FCC), plateforme électorale dont fait partie le PPRD, est largement majoritaire au Sénat (91 sièges sur 109). Pourtant, c'est Samy Badibanga, Lubaphone du Kasaï Oriental comme le président Félix Tshisekedi, qui a fini par remporter le scrutin avec 60 voix, alors qu'il s'est présenté en indépendant, contre 44 pour le candidat du FCC, Évariste Boshab.

Comment peut-on expliquer ces résultats inattendus ? Deux éléments émergent : i) le résultat démontre de sérieuses fissures au sein du FCC, et ii) Samy Badibanga a joui d'un important soutien des sénateurs originaires du Kasaï qui se seraient ligüés contre Évariste Boshab.

À Kinshasa, un député national, originaire du Kasaï, a expliqué au Groupe d'étude sur le Congo (GEC) que Évariste Boshab est le « mal aimé » aussi bien de son propre camp que de l'opposition.<sup>1</sup> Selon lui une « union sacrée » a été créée par des membres des deux camps pour barrer la route du bureau du Sénat à Évariste Boshab: au niveau du FCC, Thambwe Mwamba aurait redouté que Boshab lui fasse de l'ombre et aurait alors incité les sénateurs de l'espace kivuïen (Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu) à voter contre son camarade. Notre interlocuteur nous a également confié que plusieurs courants anti-Boshab s'étaient constitués au Kasaï - élément aussi confirmé par le gouverneur du Kasaï et allié proche de Evariste Boshab, Dieudonné Pieme. Lors d'une conférence de presse à Tshikapa, il a déclaré à propos de l'échec de Boshab que « malheureusement on cite parmi les personnes artisans de cette défaite...quelques Kasaïens ».<sup>2</sup> De surcroît, un proche de Boshab a reconnu une connexion swahiliphone-lubaphone contre leur « leader ».<sup>3</sup> Des jeunes de Mweka, territoire d'origine de Boshab, regroupés au sein du «Groupe de soutien à Boshab» (GSB) se sont montrés plus virulents et ne jurent plus que par la création d'un parti politique propre à Évariste Boshab.

Un autre proche de Boshab pense pour sa part que l'ancien secrétaire général du PPRD a été tout simplement sacrifié sur l'autel de la coalition entre le président Tshisekedi et son prédécesseur.<sup>4</sup> Joseph Kabila n'avait jamais donné expressément de consigne de vote en faveur de Boshab. Par ses réseaux et influence politique au sein du FCC, Boshab lui-même s'était imposé comme candidat au poste de vice-président du Sénat, nous a expliqué un membre de l'entourage de l'ancien président de la République.<sup>5</sup> En plus des fronts anti-Boshab dans l'espace kasaïen, « ceux qui prétendaient au même fauteuil mais qui ont dû renoncer ont également incité des sénateurs qui leur sont proches à ne pas voter Boshab », a-t-il ajouté, citant l'exemple entre autres d'André Kimbuta et Édouard Mokolo wa Mpombo.<sup>6</sup> Des élus de Bandundu et de l'Équateur ont ainsi été aussi recrutés pour donner leurs suffrages à Samy Badibanga.

## **Sankuru: élection du nouveau gouverneur**

Depuis l'organisation des élections des gouverneurs à travers le pays, [le Sankuru était resté dans une impasse politico-juridique autour de la candidature de Joseph-Stéphane Mukumadi](#). La candidature de ce dernier avait été invalidée d'abord par la Cour d'appel du Sankuru à la suite des soupçons de détention d'une nationalité étrangère. Après plusieurs épisodes et l'implication du président Tshisekedi, elle a ensuite été validée par le Conseil d'État.<sup>7</sup> Et l'élection a eu lieu le 20 juillet à Lusambo, chef lieu de la province du Sankuru. Deux candidatures étaient alors en lisse, celle de Joseph-Stéphane Mukumadi et celle de Lambert Mende, ancien porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication et des Médias sous Kabila. À l'issue du scrutin, Joseph-Stéphane Mukumadi, candidat indépendant, l'a emporté avec 17 voix contre 8 voix pour Lambert Mende, le candidat du FCC.

Sur le plan sécuritaire, il convient de noter que cette victoire a été précédée de plusieurs incidents au Sankuru. Le 19 juillet, par exemple, un chef coutumier a été tué à 25 km de Lodja par des assaillants qui l'auraient reproché sa proximité avec le parti politique de Lambert Mende.<sup>8</sup> En outre la situation sécuritaire au Sankuru est assez préoccupante. Monsieur Omindo Omerta, présenté comme président de la ligue des jeunes du PPRD au Sankuru et proche du député national Jean Charles OKOTO a été décapité le 30 juillet par des hommes armés. La société civile de Lodja avait toujours accusé Omindo Omerta d'être le chef d'une milice qui terrorisait une partie du Sankuru. Depuis sa mort, les hommes de son village veulent se venger. Début août, ils ont incendié une vingtaine de maisons dans un village près de Lodja.

## **Kasaï/Kasaï Central: dispute interprovinciale autour de l'exportation des produits agricoles**

Depuis mai 2019, un conflit s'est développé autour de la taxe d'exportation des produits agricoles de la province du Kasaï vers le Kasaï Central. L'ancien gouverneur du Kasaï, Marc Manyanga, avait signé un arrêté majorant la taxe de 250 000 FC à 450 000 FC, en avril, provoquant ainsi des plaintes de la part des commerçants qui exportaient le maïs de Mweka (Kasaï) vers les provinces du Kasaï Central et du Kasaï Oriental. Son successeur, le gouverneur Dieudonné Pieme, a ensuite annulé cette majoration le 24 mai.<sup>9</sup>

Cependant, depuis le 6 juin, quatre wagons de maïs, soit 160 tonnes, à destination de Mbuji Mayi étaient restés bloqués à la gare de Kananga sur ordre du gouverneur du Kasaï Central, Martin Kabuya.<sup>10</sup> Dans une correspondance adressée à l'avocat-conseil de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) Région Nord, il explique qu'après avoir été élu, il a reçu en audience les opérateurs économiques de la filière de maïs ainsi que des représentants de la SNCC dans le but de résoudre le problème de la pénurie de denrées alimentaires à Kananga. Suite à cette réunion, selon la même lettre, il a effectué un plaidoyer auprès de la SNCC pour envoyer du matériel pour remettre en service 50 wagons. Ainsi, selon lui, la province a pu être ravitaillé par 27 wagons transportant 1 080 tonnes de maïs grâce à la plus grande disponibilité de wagons après leur remise en service suite à son plaidoyer. Ceci a été contredit par les agents de la SNCC à Kananga, qui ont affirmé que les wagons n'avaient aucun problème et qu'ils fonctionnaient comme par le passé.<sup>11</sup> Cependant, un « groupe d'individus véreux en complicité avec certains agents du Service commercial » de la Direction régionale nord de la SNCC aurait changé la destination finale de sept wagons de Kananga à Mwene Ditu. Après avoir reçu l'ordonnance de la « haute hiérarchie » (ses propres termes) ainsi qu'après avoir trouvé un accord avec le gouverneur du Kasaï Oriental, Jean Maweja, Martin Kabuya a laissé partir trois des sept wagons. Mais il s'est plaint que, depuis, les propriétaires du maïs des quatre wagons restés à Kananga ne se sont pas présentés pour écouler leur marchandise sur la ville.

Cependant, dans une correspondance datée du 9 juillet au Procureur Général près la Cour d'Appel du Kasaï Central, l'avocat des commerçants concernés par le blocage des wagons, explique que ses clients avaient trouvé un accord avec la SNCC en juillet 2018 pour faire acheminer leurs marchandises jusqu'à la gare de Mwene Ditu. Il accuse le Directeur de Région Nord de la SNCC de dissiper les wagons de ses clients « frauduleusement au préjudice des propriétaires », en les bloquant à la gare de Kananga.<sup>12</sup> Sur ordre du gouverneur, le ministre provincial de l'intérieur du Kasaï, Deller Kawino, avait rencontré le gouverneur Martin Kabuya à Kananga le 24 juillet. Ce dernier a refusé de libérer les maïs. De guerre lasse, les propriétaires ont fini par vendre les maïs à Kananga.

# KASAÏ ET KASAÏ CENTRAL

## CARTE DE LA VOIE FERRÉE ENTRE MWEKA ET MWENE DITU



SOURCE: ©MAPBOX  
©OPENSTREETMAPS  
CONTRIBUTORS: ©



**GARE DE MWEKA (KASAÏ)**

Gare de provenance du maïs

**MBUJI MAYI (KASAÏ ORIENTAL)**

Destination finale du maïs bloqué à Kananga

**GARE DE KANANGA (KASAÏ CENTRAL)**

Sept wagons remplis de maïs bloqués à la gare par le gouverneur Martin Kabuya

**GARE DE MWENE DITU (LOMAMI)**

Gare de destination du maïs

**LÉGENDE**

- Gare
- Société nationale des chemins de fer du Congo - SNCC (497 km)
- Route nationale 1
- N40
- N41
- Kasaï
- Lomami
- Kasaï Central
- Kasaï Oriental

## **Kasaï Central: gestion controversée de l'Administration publique par le gouverneur Martin Kabuya**

Au Kasaï Central, la gestion de l'Administration publique par le gouverneur Martin Kabuya continue de soulever des controverses. Trois responsables de la régie financière provinciale ont été arrêtés et emprisonnés, le 1er juillet, sur ordre du gouverneur qui les accuse de détournement des deniers publics. Leur procès est en cours. En attendant, Martin Kabuya a nommé, le 13 juin, un de ses proches à la tête de la Direction générale des recettes du Kasaï Central, DGRKAC.

Sur base d'une commission d'affectation du gouverneur, [le notaire de la ville de Kananga a été par ailleurs remplacé](#), le 13 juillet, par un autre proche de Martin Kabuya, un agent pourtant sans numéro matricule.<sup>13</sup> Précédemment, des titulaires de ce poste étaient désignés par arrêté provincial. Au bureau de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) au Kasaï Central, deux vérificateurs affectés à Kalamba Mbuji, un poste douanier dans le territoire de Luiza, à la frontière avec l'Angola, ont été également remplacés, le 20 juillet, par le gouverneur à travers une [lettre adressée au Directeur provincial de la DGDA](#).<sup>14</sup> Ces décisions de Martin Kabuya ont été décriées par la délégation syndicale de la DGDA, qui a fait remarquer que la DGDA est une régie financière à caractère national et son personnel ne relève pas de la compétence du gouverneur de province.

## **Kasaï Oriental: l'UDPS conteste le remplacement d'un de ses cadres au sein du gouvernement provincial**

Le 23 juillet, les militants de l'UDPS du Kasaï Oriental sont descendus dans la rue pour exiger la réintégration de leur président fédéral, Boniface Kapembe, au gouvernement provincial. Ce dernier avait été remplacé par Lievin Mbuyamba, membre de l'Union pour la nation congolaise (UNC), qui occupe désormais le poste de ministre provincial des Mines, Énergie, Hydrocarbures, Ressources hydrauliques, Plan et Budget. Des manifestations s'étaient poursuivies le lendemain et des heurts avaient opposé des forces de l'ordre aux partisans de l'UDPS à Mbuji Mayi.<sup>15</sup>



## B. Situation des droits humains

La situation de droits humains dans l'espace kasaïen a fait l'objet d'une réunion le 9 juillet au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève. L'équipe d'experts internationaux sur le Kasaï y ont présenté un rapport (daté du 7 mai, sorti seulement le 9 juillet) relatif à l'évolution de la situation des droits de l'homme dans la région.<sup>16</sup> Le texte indique que la violence a diminué au Kasaï, mais qu'il reste encore beaucoup de défis. C'est le cas notamment des femmes et enfants lubaphones qui sont encore tenus en esclavage dans le territoire de Tshikapa/Kamonia (Kasaï), du phénomène des milices qui n'a pas disparu, même s'il est en baisse, et l'impunité.<sup>17</sup>

[Dans une lettre datée le 22 juillet 2019](#), le bâtonnier du barreau du Kasaï Central, Dominique Kambala Nkongolo, a noté que les experts ont largement formulé les mêmes conclusions et recommandations que celles de leur rapport de 2018. Compte tenu de l'impunité qui persiste au Kasaï, et d'autres difficultés liées aux poursuites judiciaires, il a regretté qu'une suggestion en vue de renvoyer la situation du Kasaï devant la Cour pénale internationale (CPI) n'ait pas été formulée et adressée au chef de l'État.

De son côté, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a publié, le 23 juillet, un aperçu sur les violations des droits de l'homme en RDC au premier semestre de 2019.<sup>18</sup> Pour ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires et arbitraires par les agents de l'État, la province du **Kasaï** en a enregistré le plus grand nombre dans l'espace kasaïen, soit 23 cas ou 13% du total national, derrière le **Kasaï Central** (10, ou 6%), et le **Kasaï Oriental** (8, ou 6%). Le Nord-Kivu (65) et le Sud-Kivu (27) comptent cependant le plus grand nombre d'exécutions par les acteurs armés étatiques sur le plan national. Quant aux exécutions extrajudiciaires et arbitraires par des groupes armés, la province du **Kasaï** est venue en deuxième position, avec 27 cas ou 6% du total national, loin derrière le Nord Kivu (342 cas, 82%). Le **Kasaï Central** en a enregistré 1. Au total, le **Kasaï** a enregistré 269 violations des droits de l'homme au premier semestre 2019, derrière le Nord Kivu (1 215), mais devant le Sud Kivu (240).

Ce qui ressort de ce [rapport semestriel](#) est que bien que les violences de la part des groupes armés aient diminué, la province du Kasaï demeure un lieu avec un relativement grand nombre d'incidents, mais dont les agents de l'Etat sont les plus grands auteurs. Ceci pourrait s'expliquer par la présence encore assez prononcée des Fardc avec la zone opérationnelle militaire qui y existe depuis le 6 avril 2017, ainsi que la présence de plusieurs barrières opérées par les Fardc, la Police nationale congolaise (PNC) et d'autres services de l'Etat.

## **Autres faits saillants:**

Trois Inspecteurs de l'enseignement et 8 agents de la Direction Générale des Recettes du Kasaï Central sont en détention à la prison centrale de Kananga sur ordre du gouverneur Kabuya. Il est reproché aux premiers le détournement des deniers publics et aux seconds la vente des carnets d'examens d'Etat, le baccalauréat, aux élèves.

Trois jeunes filles présentées comme des professionnelles de sexe ont été arrêtées sur ordre du gouverneur Kabuya qui les a accusées d'atteinte à la pudeur. Envoyées devant le tribunal de paix de Kananga, elles ont été acquittées pour inexistence d'infraction. En outre, le président des conducteurs des motos de Kananga a aussi été arrêté par l'agence nationale des renseignements, ANR au motif qu'il avait initié une désobéissance civile parmi les conducteurs des motos contre le paiement d'une taxe provinciale. Les juges du tribunal de paix de Kananga l'avaient acquitté pour non existence de l'infraction.

Le chef de secteur de Mboie en territoire de Kazumba a été arrêté et gardé pendant douze jours au cachot de l'agence nationale des renseignements, ANR, sur ordre du gouverneur Kabuya qui l'accusait d'avoir spolié les maisons de l'Etat à Tshibala, siège du secteur de Mboie.

Toutes ces arrestations ont fait dire à la ligue nationale paysanne pour la défense des droits de l'homme, Linapedho, que le gouverneur du Kasaï Central installe un climat de terreur dans la province au mépris des droits humains.<sup>19</sup>

## Situation des réfugiés congolais en Angola

Le camp des réfugiés congolais vivant dans la localité de Lovua dans la province angolaise de Lunda Norte a connu le 24 juillet des troubles causés par les réfugiés qui réclament du HCR le retour en RDC avant la prochaine rentrée scolaire.<sup>20</sup> Ces réfugiés au nombre de 24 000 avaient fui la région du Kasaï début 2017 face à l'avancée des miliciens Kamuina Nsapu. Le 22 juillet, ils ont adressé une lettre au gouverneur angolais de Lunda Norte dénonçant le HCR qui traîne à organiser leur retour au pays. Ils avaient demandé aux autorités angolaises la sécurité pour encadrer leur retour.<sup>21</sup> Le 31 juillet, le gouverneur du Kasaï Central s'est rendu au camp des réfugiés de Lovua (Angola) et a annoncé aux réfugiés leur retour au pays avec l'aide de l'armée angolaise qui aurait accepté de les transporter à bord de ses véhicules. Sur place au Kasaï, aucun plan de contingence n'est mis en place pour accueillir ces réfugiés. Ce qui pourrait donner lieu à une crise humanitaire.

## C. Analyses et recommandations

### Kasaï

L'échec d'Évariste Boshab à l'élection du premier vice-président du Sénat semble avoir redistribué les cartes dans l'espace kasaïen. D'autant que celui qui était jadis considéré comme le faiseur de rois a été battu par l'ancien Premier ministre Samy Badibanga, originaire de la même région.

Quelles en seront les conséquences?

1. Le gouverneur Dieudonné Pieme (**Kasaï**), protégé de Évariste Boshab, se retrouve dans une situation inconfortable. Car [après les contestations liées à la composition de son gouvernement](#), au mois de juin, il est aujourd'hui encore plus fragilisé par la perte d'influence de son mentor. Le gouverneur semble en être bien conscient. Profitera-t-il de cette situation pour s'émanciper ou, du moins, tentera-t-il de trouver un équilibre entre la volonté politique de Boshab et la nécessité de se rapprocher des autres tendances, nombreuses soient-elles, qui existent au sein de sa province? Dans l'entourage de Boshab, d'aucuns le soupçonnent déjà de vouloir retrouver sa liberté et de tourner ainsi le dos à son parrain politique.<sup>22</sup> Boshab lui laissera-t-il faire et perdre toute son influence dans la région? Conséquence: les adversaires de Boshab se tiennent en embuscade et se recrutent dans l'entourage de Maker Mwangu et les mécontents (notamment les Chokwe proches du sénateur John Muyamba) pourraient en profiter pour déchoir Pieme et de cette façon tenter de priver à Boshab sa survie politique.<sup>23</sup> En effet, Muyamba avait demandé aux députés provinciaux Chokwe de voter pour Dieudonné Pieme lors de l'élection au governorat en disant qu'il seraient représentés dans son gouvernement. Les partisans de Maker Mwangu, de leur côté, se disent mis à l'écart dans le nouveau gouvernement et les Chokwe qui ont été mobilisés par le député national John Muyamba n'ont pas de ministre au gouvernement provincial en dépit de leurs sept députés à l'assemblée provinciale.
2. L'impact de cet échec dans le territoire d'origine d'Évariste Boshab (**Mweka, Kasaï**), demeure imprévisible. Le contexte de cette imprévisibilité est le suivant: Depuis 2014, l'ancien ministre de l'intérieur est en conflit avec Constantin Mbengele, actuel député national de Mweka et ancien chef du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI). Ce n'était pas toujours ainsi. Auparavant, selon un membre de son parti politique, Boshab avait parrainé Mbengele depuis 2005 pour qu'il arrive à la tête du FPI.<sup>24</sup> Mais Mbengele aurait cherché à se distancier de son mentor en faisant alliance avec l'ancien premier ministre, Matata Ponyo. Ceci s'explique en partie parce que Boshab et Mbengele sont issus de deux ethnies différentes au sein du royaume Kuba: Mbengele de l'ethnie majoritaire dont fait partie la famille royale (les Bushoong) et Boshab d'une autre, minoritaire, les Ngeende.

Auparavant, le roi Kuba avait été approché par Boshab pour une alliance avec Joseph Kabila, avant les élections de 2006. Mais lors de ces premières élections démocratiques, Jean-Pierre Bemba aurait réussi à le tirer de son côté par les antécédents qui existaient entre le roi et son père, Bemba Saolana, à l'époque de Mobutu. Ceci est cité comme le facteur déclencheur qui aurait, dans un premier temps, opposé Boshab au roi Kuba, Kwete Mbokashanga, d'autant plus que ce dernier était Bushoong et Boshab Ngeende.<sup>25</sup>

De l'autre côté il faut chercher à comprendre si et comment les adversaires politiques de Boshab (dont Mbengele et l'ancien ministre de l'enseignement primaire et secondaire, Maker Mwangu) chercheront à profiter de cette situation pour se mettre en position de force dans le territoire de Mweka. Du 30 au 31 juillet, le chef de la maison civile du chef de l'état (qui est aussi son oncle paternel), l'évêque émérite de ce diocèse, Gérard Mulumba, est allé à Mweka pour inaugurer un groupe électrogène qui va alimenter le système d'adduction d'eau de la cité. Il a « clarifié la provenance » du générateur (la présidence). Lors de son passage, il a aussi prononcé un discours de paix et de réconciliation devant la population.<sup>26</sup> Mais sur place à Mweka, le conflit Boshab-Mbengele continue à diviser. Leur simple réconciliation ne pourra pas cicatrifier des plaies notamment parmi les fonctionnaires de l'Etat qui ont perdu leurs emplois de suite d'être indexés proches de Mbengele à tort ou à raison. Les cadres de l'administration du territoire de Mweka sont tous des pro Boshab à l'exemple de l'administrateur de territoire. Pour illustrer cette situation, un portrait géant de Boshab trône au salon de la résidence officielle de l'administrateur. L'autre difficulté c'est l'influence de la première épouse de Boshab, Adèle Pindi, originaire de Kakenge (à 55 km à l'est de la cité de **Mweka**) dans les activités politiques de son mari à Mweka.

Selon un membre de la société civile locale, il sera difficile pour certaines personnes de pardonner à Boshab les erreurs commises par son épouse dans le renvoi des fonctionnaires pro Mbengele.<sup>27</sup> Au-delà de ces difficultés, il y a aussi et surtout la question de la gestion du pouvoir coutumier dans la chefferie des Bakuba, qui couvre tout le territoire de Mweka. Depuis bientôt huit ans, le roi Kuba (nyimi) de la chefferie est absent de Mweka et se trouve en soins en Belgique. Cette absence cause énormément de dysfonctionnement dans la chefferie, de part le fait que par la coutume kuba il n'est nullement possible de remplacer un roi lorsqu'il est encore vivant. Son fils aîné, Jean-Marie Kwete Mbweke, fonctionnaire à l'Office congolais de contrôle (OCC) et qui jouit d'une certaine légitimité vit à Kinshasa.

## Sankuru

La défaite de Mende peut être comprise à plusieurs niveaux. [Comme nous l'avions évoqué en juin 2019](#), le vieux conflit intra-communautaire parmi les Tetela au Sankuru aurait pu jouer un rôle, bien que non décisif, dans l'échec de Lambert Mende à l'élection du gouverneur. Car le gagnant de l'élection, Joseph-Stéphane Mukumadi, est du même groupe (Tetela dit «de la forêt») que Mende. De surcroît, si l'on en croit aux résultats des élections législatives, Mende était largement populaire, après avoir recueilli le plus grand nombre de voix aux élections législatives.

L'échec de Mende serait plutôt dû à son impopularité et parmi les membres de sa famille politique, le FCC, ainsi qu'au sein de l'opposition. En effet, les personnalités tetela aussi bien du FCC (She Okitundu, Olenga Nkoyi et autres) ou de l'opposition (Christoph Lutundula, Basile Olong, etc.) étaient opposés à l'élection de Mende et auraient soutenu le nouveau gouverneur.

## Kasaï/Kasaï Central

Le blocage des wagons de train cité ci-haut est lié en partie au découpage. Le maïs à destination de Mbuji Mayi depuis Mweka doit transiter par le Kasaï Central ainsi que le Lomami, où se trouve la gare qui sert Mbuji Mayi, soit Mwene Ditu. Ainsi, le transport des marchandises de la même région se trouve problématique dans la mesure où le transit d'une province à une autre s'effectue maintenant à travers quatre provinces au lieu de deux.

Il semblerait que dans le but de faire réaliser sa promesse de baisser le prix du maïs à Kananga, le gouverneur Martin Kabuya du Kasaï Central aurait donc fait bloquer les wagons à Kananga. Ce qui a provoqué une querelle entre les trois provinces concernées, soit le Kasaï, le Kasaï Central et le Kasaï Oriental. Ceci démontre que l'une des conséquences du découpage des provinces est que la multiplication des juridictions peut porter à des conflits politiques inter-provinciaux, surtout lorsqu'on se rend compte de l'interdépendance de différentes provinces au sein d'une même région comme le Kasaï.

J'ai eu des instructions claires du président de la république ». Ainsi, Kabuya semble insinuer qu'il a le soutien du président Tshisekedi dans ses démarches.

## Kasaï Central

D'aucuns parlent d'un changement imminent de gouverneur au Kasaï Central.<sup>28</sup> Un député national, chef d'un parti politique qui siège au gouvernement provincial a évoqué ouvertement cette possibilité considérant que le gouverneur Kabuya gouverne la province sans respect du programme sur base duquel il avait été élu. Deux députés provinciaux du PPRD ont, pour leur part, annoncé la volonté de leur famille politique de changer de gouverneur car ils redoutent une détérioration de la situation à la suite des actes de clientélisme du gouverneur.<sup>29</sup> Mais le gouverneur Kabuya qui a séjourné à Kinshasa fin juillet, a rencontré le président Tshisekedi. De son retour à Kananga le 9 août, il a déclaré qu'il va « dé boulonner » tout celui ou celle qui pratiquerait de la corruption au sein de l'administration. Il a ajouté: « Je vous promets qu'ici, quiconque - DG, conseiller ou quiconque - aura touché même à un seul rond, il va être arrêté. J'ai eu des instructions claires du président de la république ». <sup>30</sup> Ainsi, Kabuya semble insinuer qu'il a le soutien du président Tshisekedi dans ses démarches.

## RÉFÉRENCES

[1 Entretien avec député national, Kinshasa, juillet 2019](#)

[2 Conférence de presse tenue le 31 juillet 2019 par le gouverneur Dieudonné Pieme, Tshikapa. Ecoutez le son ici: <https://soundcloud.com/congoresearchgroup/conference-de-presse-de-dieudonne-pieme>](#)

[3 Entretien avec un proche de Évariste Boshab, Kinshasa, juillet 2019](#)

[4 Entretien avec politicien du Kasaï, Kinshasa, juillet 2019](#)

[5 Entretiens téléphoniques avec deux politiciens du FCC, Kinshasa, juillet 2019](#)

[6 Entretiens téléphoniques avec deux politiciens du FCC, Kinshasa, juillet 2019](#)

[7 <https://www.jeuneafrique.com/795042/politique/rdc-comment-felix-tshisekedi-a-impose-un-candidat-face-a-lambert-mende-dans-le-san-kuru/>](https://www.jeuneafrique.com/795042/politique/rdc-comment-felix-tshisekedi-a-impose-un-candidat-face-a-lambert-mende-dans-le-san-kuru/)

[8 Entretien téléphonique, membre de la société civile, Sankuru, juillet 2019](#)

[9 <https://actualite.cd/2019/05/26/kasai-le-gouverneur-dieudonne-pieme-annule-larrete-majorant-la-taxe-devacuation-des>](https://actualite.cd/2019/05/26/kasai-le-gouverneur-dieudonne-pieme-annule-larrete-majorant-la-taxe-devacuation-des)

[10 Toutes les informations dans ce paragraphe proviennent de la lettre du gouverneur Martin Kabuya, « Accusé de réception, Dos.: 4 Wagons de maïs immobilisés à quai à la Gare SNCC/Kananga », 17 juillet 2019](#)

[11 Entretien avec deux responsables de la SNCC, Kasaï Central, 19 juillet 2019](#)

[12 Maître Antoine Buandeku'a-koy, «Plainte à la charge de la Direction de Région Nord SNCC prise en la personne de Monsieur MATO AL-FRED», 09 juillet 2019.](#)

[13 Martin Kabuya, « Votre Notification, Commission d'affectation collective No 10-171/FPA/B.4/75/01/14/CAB/GP/K.C/MKM50/2019, 13 juillet 2019](#)

[14 Martin Kabuya, « Affectation des Douaniers au Poste Frontalier de Kalamba-Mbuji/Kasai Central », 20 juillet 2019](#)

[15 <https://7sur7.cd/2019/07/25/tension-au-kasai-oriental-tabasse-par-des-presumes-militants-de-ludps-le-ministre-de-la>](https://7sur7.cd/2019/07/25/tension-au-kasai-oriental-tabasse-par-des-presumes-militants-de-ludps-le-ministre-de-la)

[16 \[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\\\_HRC\\\_41\\\_31\\\_F.pdf\]\(https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A\_HRC\_41\_31\_F.pdf\)](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_41_31_F.pdf)

[17 <http://www.rfi.fr/emission/20190710-rdc-violence-enormement-diminue-kasai>](http://www.rfi.fr/emission/20190710-rdc-violence-enormement-diminue-kasai)

[18 \[https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/unjhro\\\_-\\\_analysis\\\_of\\\_the\\\_human\\\_rights\\\_situation\\\_in\\\_drc\\\_2019\\\_6\\\_month\\\_fr\\\_final\\\_0.pdf\]\(https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/unjhro\_-\_analysis\_of\_the\_human\_rights\_situation\_in\_drc\_2019\_6\_month\_fr\_final\_0.pdf\)](https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/unjhro_-_analysis_of_the_human_rights_situation_in_drc_2019_6_month_fr_final_0.pdf)

[19 <https://actualite.cd/2019/07/02/kasai-central-une-ongdh-denonce-un-climat-de-terreur-instaure-par-le-gouverneur-kabuya>](https://actualite.cd/2019/07/02/kasai-central-une-ongdh-denonce-un-climat-de-terreur-instaure-par-le-gouverneur-kabuya)

[20 <https://actualite.cd/2019/07/25/rdc-angola-les-refugies-congolais-presentent-le-hcr-organiser-leur-retour-au-pays>](https://actualite.cd/2019/07/25/rdc-angola-les-refugies-congolais-presentent-le-hcr-organiser-leur-retour-au-pays)

[21 <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/08/drc-refugee24072019.pdf>](http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/08/drc-refugee24072019.pdf)

[22 Entretien, politicien du Kasaï, Kinshasa, juillet 2019](#)

[23 Entretien avec politicien et professeur d'université originaire du Kasaï, Kinshasa, juillet 2019](#)

[24 Entretien, politicien du FCC, Kasaï, août 2019](#)

[25 Entretien, membre de la société civile, Kasaï, août 2019](#)

[26 <https://www.radiookapi.net/2019/07/31/actualite/societe/kasai-le-chef-de-la-maison-civile-de-felix-tshisekedi-appelle-les>](https://www.radiookapi.net/2019/07/31/actualite/societe/kasai-le-chef-de-la-maison-civile-de-felix-tshisekedi-appelle-les)

[27 Entretien, membre de la société civile, Kasaï, août 2019](#)

[28 Entretien avec député national du Kasaï Central, Kinshasa, juillet 2019](#)

[29 Entretiens avec deux députés provinciaux du PPRD, Kasaï Central, juillet 2019](#)

[30 Conférence de presse du gouverneur Martin Kabuya, Kananga, 9 août 2019](#)






Rivière Loangatshimo (Kasai)

**Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC)** est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les [www.congoresearhgroup.org](http://www.congoresearhgroup.org) et [www.gecongo.org](http://www.gecongo.org)

 GEC@CRG  
[www.congoresearhgroup.org](http://www.congoresearhgroup.org)  
[www.cic.nyu.edu](http://www.cic.nyu.edu)

**Center on International Cooperation**  
726 Broadway, Suite 543  
NY 10003, New York